

Le changement climatique, pensons aux solutions pour faire face





NATIONS UNIES
TCHAD



*Ce bulletin bimestriel d'informations
du système des Nations Unies (SNU)
est réalisé grâce à la supervision
directe de:*

-M. Pierre HONNORAT

*Vice président du groupe de
communication des Nations Unies
(UNCG).*

Coordination:

Mme Violette Kakyomya,

*Coordonnatrice résidente du système
des Nations Unies au Tchad et
Coordonnatrice Humanitaire*

*Collecte d'informations et mise en
page :*

-Dohou Pascal Ferso

*Chargé de communication au Bureau
de la Coordination du système des
Nations Unies*

Avec l'appui de:

- Aristophane Ngargoune/UNHCR**
- ADA Francois Xavier /OIM**
- Adeline Tannone / OIM**
- Fragkiska Megaloudi/ OCHA**
- Augustin Zusanne/OCHA**
- Donaig Le Du / UNICEF**
- Brice Kevin DA / UNICEF**
- Jean Philippe Odinakachi/UNESCO**
- Nassir Ousselat, Bouchoura/ONUSIDA**
- Estelle Madjilem/FAO**
- Abdel Aziz Ahamdan/ UNFPA**
- Eric Djepatarlemgogo / UNFPA**
- Njiki Dounou Rostand / UNFPA**
- Eloge Mbaihondoum / PAM**
- Amadou BARAZE / PAM**
- DIADHIOU, Ndéye Coumba / OMS**
- Naissem Jonas / OMS**
- Alvine Teufack Temfack / OHCHR**
- Laguerre Nadissengar / OHCHR**
- Aristide Dingamdoum / PNUD**
- Mantar Laetitia / PUNV**
- Brice Kader Tago / ONUDC**

EDITORIAL: Sauvons notre planète face aux défis du changement climatique

Chers lecteurs,

Le changement climatique et l'environnement ont un impact majeur sur notre travail et sur la vie de millions de personnes dans le monde. Nous sommes tous préoccupés par les défis considérables que posent les catastrophes et les déplacements liés au climat en matière de protection. Il est vrai que les Nations Unies et leurs partenaires travaillent ensemble pour assurer la protection des personnes à risque, mais ces efforts restent vains.

Dans le cas du Tchad, le pays connaît une hausse des températures et une baisse des précipitations depuis le milieu du 20^e siècle. 90 % du lac Tchad, le plus grand lac du pays, a disparu au cours des 50 dernières années, sous l'effet conjugué de la sécheresse et de l'augmentation des prélèvements d'eau pour l'irrigation.

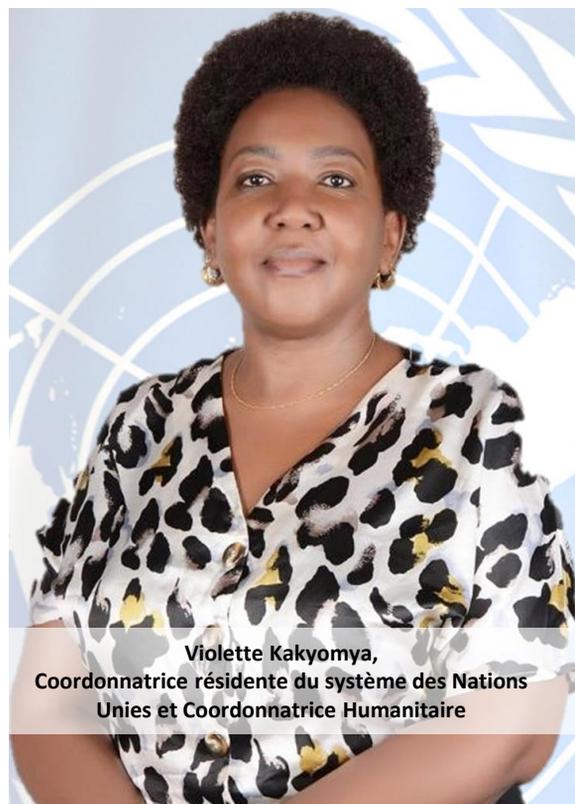
Comme partout dans le monde, et en particulier au Tchad, les populations dépendent des conditions environnementales pour leur survie, notamment dans les situations d'urgence - pour la nourriture, les abris, l'énergie, le bois de chauffage pour la cuisine, les médicaments, l'agriculture, les activités génératrices de revenus, etc. Des pratiques néfastes dans l'utilisation des ressources naturelles peuvent conduire à la dégradation de l'environnement, avec des répercussions durables sur les ressources naturelles et sur le bien-être des personnes et de leurs communautés. En outre, la concurrence pour des ressources naturelles rares telles que le bois de chauffage, l'eau et les pâturages devient parfois un sujet de rivalité.

Aujourd'hui, le changement climatique a contraint de nombreuses personnes à se déplacer d'un point A à un point B pour tenter de s'adapter à la situation, mais pour beaucoup, cela signifie la décision de s'installer ailleurs pour survivre. Ces déplacements, ou les effets du changement climatique sur les ressources naturelles, peuvent entraîner des conflits avec d'autres communautés, car un nombre croissant de personnes se disputent des ressources de plus en plus rares. En raison du changement climatique, les populations subissent une aggravation de la pauvreté, ce qui exacerbe les facteurs générateurs de conflits et accroît la complexité des besoins et des réponses humanitaires dans ces situations.

Grâce aux efforts du gouvernement et au soutien des partenaires qui se sont engagés depuis longtemps à protéger l'environnement et les défis environnementaux liés à l'accueil de populations nombreuses dans des espaces restreints. Au cours des deux dernières décennies, le pays a mis en œuvre des programmes et des initiatives visant à améliorer la gestion durable de l'environnement, afin de réduire la dégradation de l'environnement et d'améliorer les ressources disponibles pour les personnes et les communautés.

Chers lecteurs,

Nous devons y faire face, où que nous soyons ! car le climat de la Terre change à un rythme qui a dépassé presque toutes les prévisions scientifiques. Pour certaines familles et communautés, les souffrances liées aux catastrophes naturelles sont déjà une réalité et, en raison du changement climatique, elles ont été contraintes de quitter leur foyer à la recherche d'une nouvelle vie. Les ressources précieuses telles que l'eau potable risquent de devenir encore plus limitées. De nombreuses cultures et de nombreux animaux risquent de ne pas survivre dans certains endroits si les conditions deviennent trop chaudes et sèches, ou trop froides et humides. La question de la sécurité alimentaire, déjà préoccupante, devient de plus en plus insurmontable.



Violette Kakyomya,
Coordonnatrice résidente du système des Nations
Unies et Coordinatrice Humanitaire



Au service des peuples et des nations

Le Programme des Nations Unies pour le développement- PNUD est présent dans plus de 170 pays et territoires.

Il est l'un des principaux organismes multilatéraux de développement contribuant à l'éradication de la pauvreté, ainsi qu'à la réduction des inégalités et de l'exclusion. Il appuie les processus

nationaux pour faire accélérer les progrès en matière de développement humain.

Il est aussi présent et actif au Tchad depuis 1977

La coopération entre le PNUD et le Tchad est régie par l'Accord de base du 14 octobre 1977. Elle vise à promouvoir la croissance inclusive, la bonne gouvernance, la protection de l'environnement, le capital humain et s'attache à réduire la pauvreté sous toutes ses formes, dans un pays confronté à moult défis de développement.

Le PNUD vient également en appui à la mise en œuvre du Plan National de Développement (PND), et soutient les efforts du Gouvernement pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

AU TCHAD

En tant que partenaire de confiance et par son rôle d'intégrateur au sein des agences du système des Nations-Unies, le PNUD a développé un programme de coopération bâti autour des quatre (04) piliers suivants :

I- Croissance inclusive et développement durable

II- Gouvernance participative et cohésion sociale

III- Résilience environnementale et réduction des risques de catastrophes naturelles

IV- Capital humain

Le programme est mis en œuvre sur le plan national sous la forme de projets ou de subventions avec un accent particulier sur l'égalité de genre et le nexus humanitaire-développement-paix.





Promotion de la bonne gouvernance et de l'accès à la justice



Appui à la Transition



Lutte contre le paludisme



Promotion de l'égalité des sexes



Lutte contre les changements climatiques



Croissance économique et réduction de la pauvreté



Promotion de l'emploi des Jeunes



Consolidation de la paix

AU TCHAD DEPUIS 1977

46ans

DE COOPÉRATION



23

PROVINCES COUVERTES



\$50M

BUDGET ANNUEL
GRÂCE À NOS PARTENAIRES



8M

BÉNÉFICIAIRES/AN



APPUI
TECHNIQUE, INSTITUTIONNEL
ET LOGISTIQUE





Les risques climatiques au Tchad

Le PNUD en fait son cheval de bataille

Le Tchad est considéré comme l'un des « hotspot » des changements climatiques dans le monde. La variabilité accrue des précipitations, la recrudescence de phénomènes météorologiques extrêmes tels que les sécheresses, les inondations, les vagues de chaleur, les vents violents en sont les manifestations actuelles. Ces phénomènes deviendront de plus en plus intenses et fréquents dans les prochaines décennies. En effet, les aléas climatiques impactent négativement le fonctionnement et la productivité des systèmes agro-sylvo- pastoraux et halieutiques et rendent de plus en plus vulnérables les communautés et les écosystèmes.

Face aux défis posés par les changements climatiques, la réalisation de l'émergence du Tchad à l'horizon 2030, nécessitera de relever ces principales contraintes environnementales par la promotion d'actions d'adaptation et d'atténuation conformes aux principes de développement durable.

C'est dans cette optique que le PNUD en collaboration avec le gouvernement du Tchad sur financement du Fond pour l'Environnement Mondial (FEM) a mis en œuvre le Projet Gestion Communautaire des risques climatiques au Tchad (PGCRCT) depuis 2021. Ce projet a pour objectif principal de renforcer la capacité de réaction des populations vulnérables afin de leur permettre de faire face efficacement aux chocs climatiques grâce à des réponses rapides aux

alertes précoces et à l'introduction de mécanismes financiers pour mieux absorber les chocs liés aux changements climatiques. Pour l'atteinte de cet objectif, deux composantes à savoir : i) La mise en place d'un système d'alerte précoce communautaire pour la préparation aux risques de catastrophe liés au climat ; et ii) le renforcement des capacités de gestion des risques ont permis de mettre en œuvre les activités définies dans les différents Plans Annuels de Travail (PTA).

En 2022, les inondations pluviales et fluviales ont causé de dégâts tant matériels qu'humains dans dix-neuf (19) Provinces sur les 23 que compte le pays. En termes d'impacts, les évaluations préliminaires ont estimé à plus de 1.3 million de personnes affectées, avec 80 000 maisons détruites, 350 000 hectares des champs inondées et un ensemble de 20 000 têtes de bétails emportés dans les 19 provinces. Sur le plan sanitaire, des milliers de personnes ont été affectées par les maladies climato sensibles telles que le paludisme, la typhoïde, les infections respiratoires aiguës, ... etc.

Face à ces défis climatiques, un fond inondations d'un montant de 100 mille dollars a été mobilisé par le PNUD à travers le Projet gestion communautaires des risques climatiques au Tchad pour assister les sinistrés de Farcha Melezie dans le 1^{er} arrondissement de la ville de N'Djamena.

En termes résultats obtenus à mi-parcours par le projet :

Dans le domaine de renforcement de capacités pour la mise en place du système d'alerte précoce communautaire multi échelle et multirisques, quatre cent cinquante (450) agents dont 22% des femmes de services techniques et déconcentrés de l'Etat, société civile et Médias ont été formés. Au niveau de la surveillance, quarante (40) agents dont 20% des femmes ont été formés sur les prévisions climatiques avec une disposition de 11 stations hydro climatiques automatiques et 50 pluviomètres. Concernant la sensibilisation pour une prise en compte des risques climatiques, plus trois (300) personnes ont été touchées et confirment avoir vécu les effets du changement climatique.

En termes d'appui aux inondations de 2022, cent (100) abris ont été construits et remis à 100 familles/ménages vulnérables pour permettre de loger 698 personnes (105 femmes, 265 filles, 244 garçons, 84 hommes), à raison d'un (01) abris par ménage.



Dans la province de la Tandjilé, le Préfet Mr **Doud Souleman Ousman** rencontré dans son bureau explique comment les radios communautaires sensibilisent la population par rapport aux effets du changement climatique « **la radio Bargadje fait un travail formidable à Kélo. Je peux la qualifiée de radio internationale. Toutes les informations qui concernent le changement climatique c'est sur les antennes de cette radio que j'écoute tous les jours. Surtout les informations météorologiques ça me permet de travailler avec les responsables concernés lors de réunions du Comité Provinciale d'Action (CPA) de ma circonscription. Je crois que nous avons pris des mesures et attentons des moyens pour passer à l'action en cas de menace** ».



Dans la province du Logone occidental deux (2) pasteurs dont l'un venant de Kélo et l'autre de Gagat en mission à Moundou témoignent que « **La question du changement climatique concerne tout le monde aujourd'hui. Car personne ne peut dire qu'elle ignore ce changement que nous impose le climat. Dans mon Eglise à Kélo, pour donner un bon exemple de reboisement, j'ai pris le soin de planter d'autres arbres, les entretenir durant deux ans avant. Quand j'ai constaté qu'ils ont grandis, c'est en ce moment que j'ai adressé une demande aux autorités afin de couper les vieux arbres pour laisser la place et construire le temple. Aujourd'hui, si vous venez à Kelo dans mon Eglise, on a l'ombre et personne ne se plaint** ».

Mme Eldjiman KADER représentante de la Celiaf Bongor « **quand j'étais à la formation de Bongor organisé par le projet l'année passée, il commençait déjà à pleuvoir. Dès mon retour, j'ai convoqué quelques femmes de notre antenne, pour faire la restitution. Ensemble nous avons décidé de faire la sensibilisation porte à porte avec les chefs de carrés et nous avons mis en place un plan d'urgence et c'est ce qui a permis de faire aux inondations qui nous a presque surpris.** »

A Lai : L'imam de la grande mosquée par ailleurs président du Conseil Provincial des Affaires Islamiques déclare que, « **je sensibilise ma communauté sur les effets du changement climatique. D'ailleurs ça fait partie de notre cahier de charge. Aujourd'hui si nous gérons souvent les conflits éleveurs agriculteurs dans les localités, et si on analyse bien, leurs causes, proviennent des changements climatiques ;** »

La ville de DERESSIA qui était autre une zone forestière, aujourd'hui elle subit les effets du changement climatique. Les terres ne sont plus productives comme avant. Il fait très chaud, nous sommes constamment exposés aux inondations, aux feux brousse entraînant ainsi la famine. Mme AISSIA Bernadette, Maire de la ville de DERESSIA. « **Avec la formation de l'année dernière organisée par le projet sur la mise en place du SAP communautaire, en tant maire de la ville, cela m'a beaucoup aidé dans la gestion des inondations. Chaque équipe constituée à une cahier de charge qui définit clairement son rôle et les actions à mener. Et quand l'appui était arrivé nous n'avions moins de difficultés dans la gestion de ces crises** ».

Deux ans et demi après sa mise en œuvre, le projet de gestion communautaire des risques climatiques du PNUD a tout mis en œuvre pour que les informations hydroclimatiques parviennent à la population de la zone du projet, contribuant ainsi à une prise de conscience rapide des effets du changement climatique.



Des structures de santé impactées par le changement climatique

« Deux fois successivement durant ces quatre dernières années, l'hôpital de Gozator dans le 10^e arrondissement de la capitale N'Djamena, est gravement frappé par les inondations. L'année dernière en 2022, nous étions obligés de fermer l'hôpital pendant 3 mois. Au début, le personnel de santé travaillait dans des conditions difficiles pour assurer les services d'urgence mais n'avons pas pu tenir très longtemps » déplore Dr Rozz TCHIOU. Devenu inaccessible pour les 457 000 habitants du district N'Djamena Est couvert par cet hôpital, ces populations étaient contraintes de faire une plus longue distance pour trouver des services de santé. « A la réouverture de l'hôpital, les activités curatives et préventives ont été réduites de 50% notamment les visites de consultation prénatale, la vaccination et certaines maladies comme la diarrhée, le choléra, la poliomyélite, le paludisme entre autres ont resurgit. » poursuit Dr Rozz. En effet, d'après le rapport de situation du 10 sept 2020 de OCHA (agence onusienne) sur les inondations ; une analyse faite au Tchad par l'Institut des Nations Unies pour la formation et

la recherche (UNITAR) comparant les précipitations entre 2015, 2019 et 2020 pour les mois de mai, juin et juillet montre une dégradation et une forte augmentation des précipitations pour chaque mois observé et d'une année à l'autre ; ne laissant point indemne le secteur de la santé.

Cette crise climatique menace gravement la réalisation de la couverture sanitaire universelle de diverses manières, notamment en accentuant la charge de morbidité existante et en exacerbant les obstacles à l'accès aux services de santé, souvent au moment où ils sont le plus nécessaires.

En réalité, dans sa configuration géologique, Gozator est un bas-fond faisant du quartier le point convergence des eaux de pluies. L'absence des infrastructures de drainage et d'évacuation des eaux de pluies, fait que l'eau se dirige naturellement vers l'hôpital. « La construction des structures de santé devrait davantage tenir compte des réalités géologiques et climatiques du terrain » suggère Dr Rozz.

De même, sur certains axes au Sud du Tchad, des villages sont coupés des centres de santé par des mares d'eaux de pluies qui parfois inondent les champs puis condamnent certaines populations à l'insécurité alimentaire.

Suivant le rapport final de l'enquête national SMART publié en 2021 sur la nutrition et la mortalité rétrospective, la prévalence de la Malnutrition Aiguë Globale (MAG) dans le pays est de 10%, qui est à la limite du seuil d'alerte de 10% fixé par l'OMS (source : enquête national SMART publié en 2021). Les effets des chocs climatiques associés aux conflits et migrations exacerbent ces diverses situations de malnutrition.

« Le changement climatique est la plus grande menace pour la santé à laquelle l'humanité est confrontée. Bien que personne ne soit à l'abri des conséquences du changement climatique sur la santé, ce sont les personnes les plus vulnérables et les plus défavorisés qui en pâtissent le plus. Des approches holistiques d'interventions sont nécessaires pour rendre le système de santé plus résilient face à l'impact du changement climatique en agissant sur différents leviers des déterminants de la Santé. » souligne Dr Moialbaye Magloire Tampélé, responsable de la Promotion de la Santé et des déterminants sociaux de la santé pour le bureau de l'OMS au Tchad.

« Pour une meilleure résilience des structures de santé au Tchad, le Ministère de la Santé a besoin de se faire accompagner par les autres Ministères qui peuvent agir sur certains déterminants de la santé telles que les infrastructures routières, sanitaires, communautaires, l'urbanisation, l'hygiène, l'assainissement et la sécurité de l'eau afin d'engendrer un impact positif sur la santé des populations » complète Dr Tampélé.

En synergie avec d'autres partenaires, l'OMS se mobilise pour doter le Tchad d'un Plan National d'Adaptation (PNA) du secteur santé au Changement Climatique.

D'après le rapport sur le Profile risque climatique, le Tchad est l'un des pays où, selon les projections, les températures devraient augmenter considérablement, pouvant atteindre 5°C d'ici 2100, ce qui entraînerait une fréquence accrue des vagues de chaleur au Tchad et donc une recrudescence de la mortalité associée à la chaleur (Source : rapport GIZ. 2021. Profile risque climatique : Tchad). A cet effet, l'OMS plaide pour un travail étroit avec les experts et les organisations partenaires dans le domaine de la santé publique, animale et environnementale pour réduire les risques sanitaires dus au changement climatique.





Les abris redonnent espoir aux familles déplacées par les inondations au Tchad

Nima dormait lorsque la catastrophe a frappé à sa porte il y a sept mois.

« Nous nous sommes réveillés les pieds dans l'eau et nous avons dû tout quitter si rapidement », se souvient-elle de cette nuit fatidique où les eaux du lac Tchad ont inondé sa maison à Tchoukoukapi, un petit village situé sur les rives de l'un des plus grands lacs d'Afrique. Au milieu de la nuit, Nima a réveillé ses enfants, rassemblé quelques affaires et quitté sa maison pour se mettre à l'abri. Cette nuit-là, des champs entiers de cultures ont été détruits et tout le village a été inondé. Après un long et dangereux périple à pied à travers de petits villages, Nima et sa famille sont arrivés à Massagada, un site spontané créé par des personnes déplacées par les inondations, qui allait devenir leur nouveau chez eux. Ayant perdu sa maison, tout ce qu'elle voulait était un toit au-dessus de sa tête.

En 2022, le Tchad a connu l'une des pires inondations de son histoire récente. Un débordement des fleuves Logone et Chari, qui traversent la capitale N'Djamena et se jettent dans le lac Tchad, a détruit près de 500 000 hectares de champs agricoles à travers le pays, touchant plus d'un million de personnes, selon

les Nations Unies. Ces inondations record ont fait monter le niveau du lac Tchad, inondant de nombreuses îles du lac et détruisant plusieurs villages riverains, forçant des milliers de personnes à fuir pour se mettre à l'abri. Cette même nuit, Alhadji et sa femme Hadje étaient également endormis lorsque la montée des eaux du lac les a arrachés à leur sommeil. Bien qu'ils soient habitués à la montée des eaux, ils n'étaient pas préparés à l'ampleur des inondations. « Nous ne pensions pas que nos maisons seraient englouties », déclare Alhadji en regardant les quelques objets qu'il a pu sauver.

« Nous avons fait monter nos plus jeunes enfants sur des ânes avec quelques-uns de nos biens les plus précieux et le reste d'entre nous avons marché, laissant tout derrière nous », ajoute-t-il. Pour des familles comme celles de Nima et d'Alhadji, qui ont été déplacées et ont tout perdu, il est essentiel de trouver un abri. « Perdre sa maison est une expérience dévastatrice ; c'est pourquoi l'hébergement des victimes de catastrophes et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays est une intervention humanitaire essentielle », explique Tamia Ngodji, experte en abris à l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) au Tchad.

A Massagada, l'OIM s'est associée au Service de l'UE à la protection civile et opérations d'aide humanitaire pour construire 400 abris afin de fournir une aide d'urgence aux victimes de l'inondation. « Les abris offrent une sécurité personnelle et une protection, et aident à restaurer la dignité des communautés tout en leur donnant les moyens de devenir plus résilientes face aux chocs futurs », ajoute-t-elle. Les abris sont constitués de murs de paille construits sur une structure en bois qui les rend résistants aux conditions météorologiques extrêmes tout en permettant la circulation de l'air. Conformément aux normes SPHERE, les abris sont suffisamment spacieux pour une famille et comprennent une séparation interne pour plus d'intimité et de confort.

Pour Nima, l'abri a changé sa vie. À leur arrivée à Massagada, elle et sa famille vivaient dans

une tente de fortune faite de morceaux de bois sec recouverts de tissu et dépendaient de la compassion de leurs hôtes pour leur survie. « Les nattes et les couvertures que vous voyez ici nous ont été offertes par les habitants », dit-elle en montrant une pile de couvertures. Mais aujourd'hui, elle vit dans une nouvelle maison et est optimiste pour l'avenir. « Avant, nous n'avions pas d'eau ni d'accès aux soins de santé, mais aujourd'hui, nous vivons près d'un puits et nous nous sentons en sécurité dans notre abri ».

Avec le soutien de la Direction générale pour la protection civile et opérations d'aide humanitaire européennes (ECHO) de l'UE, l'OIM a construit 650 abris d'urgence offrant une sécurité à plus de 3 470 personnes touchées par les inondations de l'année dernière au Tchad.





Changement climatique: Les jeunes au cœur de l'action

Classé au deuxième rang mondial en ce qui concerne l'impact du changement climatique sur les enfants et leurs familles selon une étude globale de l'UNICEF réalisée en 2021, le Tchad est confronté à des aléas climatiques de plusieurs sortes : sécheresse, désertification, pénurie/tarissement des ressources en eau, inondations, épidémies, fortes températures... Face à ces intempéries de plus en plus récurrentes, l'UNICEF et plusieurs partenaires techniques et financiers ont mené diverses initiatives en vue de freiner les effets du changement climatique.

Cela à travers :

- La création d'un groupe de travail Eau, Assainissement et Hygiène (EAH) et Climat ;
- La formation des partenaires gouvernementaux et de la Société civile sur les opportunités de financement climat ;
- L'évaluation des politiques et stratégies nationales en lien avec le Plan National d'Adaptation (PNA) et la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) ;
- Le plaidoyer pour la révision de la CDN et du PNA en vue de mieux prioriser le secteur EAH (réalisé en partenariat avec Sanitation and

Water for All) ;

- L'analyse des risques climatiques en lien avec les services WASH ;
- L'analyse des goulots d'étranglement dans les services WASH prenant en compte les risques climatiques ;
- L'analyse des solutions de résilience au niveau local, bassin versant et national ;
- L'analyse de la Gestion de la demande en eau sur la base des ressources et des différents usages ;
- Le développement de l'argumentaire climatique pour l'eau, l'assainissement et l'hygiène au niveau national.

Outre ces actions et cadres de concertation de haut niveau, l'UNICEF se préoccupe également de la participation et l'implication des jeunes dans la lutte contre les effets du changement climatique.

A ce titre, deux initiatives majeures sont menées, favorisant la prise de conscience et l'engagement citoyen des adolescents et jeunes, filles et garçons, sur les questions liées au changement climatique.



Jeunes Voix du Sahel

Jeunes Voix du Sahel est une initiative lancée par l'UNICEF en 2021, qui implique les jeunes de 10 pays du Sahel (Mali, Niger, Burkina Faso, Mauritanie, Tchad, Gambie, Guinée, Cameroun, Nigéria et Sénégal) afin de porter leur voix et agir contre les effets du changement climatique. Elle vise :

- L'éco éducation des jeunes sur le changement climatique à travers des activités d'éducation, d'information, de renforcement de capacités et de mobilisation des jeunes ;
- L'implication des jeunes aux instances décisionnelles nationales et internationales et leur participation citoyenne dans un cadre démocratique et transparent ;
- La mise en œuvre d'actions en faveur de

la protection de l'environnement et de l'atténuation des effets du changement climatique.

Grace à cette initiative, plusieurs actions concrètes ont été réalisées, à savoir la participation de jeunes tchadiens à des fora et sommets mondiaux en lien avec le changement climatique, l'organisation de campagnes de reboisement, la production de pépinières et ainsi que la réalisation de causeries éducatives, conférences débats, émissions radiophoniques, et publications sur les réseaux sociaux.



Les jeunes s'adaptent au changement climatique

“ U-Report ” est une initiative globale de l'UNICEF qui promeut l'expression des adolescents et jeunes à travers leur participation aux prises de décisions ainsi que leur engagement à la vie de leur communauté. U-Report compte à ce jour plus de 30 millions de jeunes filles et garçons répartis dans 95 pays à travers le monde. Lancé en 2016 au Tchad, il compte à ce jour plus d'1 millions de jeunes tchadiens.

Repartis à travers le Tchad, les U-Reporters, organisés par communautés, mènent diverses actions de lutte contre le changement climatique. Ils sensibilisent les communautés sur la prise en compte du changement climatique et ses effets sur l'espèce humaine, en contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et à la coupe abusive des arbres. Ils éduquent également les populations à une gestion efficace des déchets plastiques et

organiques et à l'utilisation des engrais organiques au détriment des engrais chimiques.

Les U-Reporters réalisent également des activités de transformation des déchets organiques en charbon écologique et buchettes combustibles et mettent en place des projets communautaires de reboisement à grande échelle, afin de restaurer la biodiversité et protéger les espaces végétaux en voie de disparition.

Au cours de ces 6 premiers mois de l'année 2023, ce sont plus de 12 actions conduites par plus 143 jeunes/U-Reporters dans le domaine de l'éco-engagement qui ont été réalisées. Les efforts de ces filles et garçons ont impacté la vie de plus de 5.000 personnes à travers le pays.



Crise au Soudan

L'OMS au chevet des malades

Sur son lit de l'hôpital d'Abéché, au Tchad, Idriss Yahya Annour retrace son parcours depuis le Soudan voisin où, fuyant les combats, le véhicule transportant sa famille a été attaqué. Une balle lui a perforé la jambe et fracturé le fémur. Après plusieurs jours d'errance, la famille est parvenue à franchir la frontière. Puis, évacué vers le principal hôpital de la province, Idriss a été opéré par l'un des chirurgiens déployés par l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). « J'ai été opéré il y a deux semaines. Bientôt je pourrai sortir et rejoindre ma famille, à deux jours de route d'ici », dit-il, reconnaissant d'avoir pu être pris en charge.

Idriss Yahya Annour est l'une des plus de 300 000 personnes qui se sont réfugiées au Tchad depuis le début du conflit au Soudan, en avril dernier, dont les trois quarts se trouvent actuellement dans la province Ouaddaï, dont Abéché est la capitale.



Parmi eux, plus de 2300 blessés de guerre ont été répertoriés et pris en charge avec le soutien de l'OMS et ses partenaires. Par ailleurs, la plupart des réfugiés vivent pour le moment dans des installations de fortune où les conditions d'hygiène et d'assainissement précaires les exposent à des risques sanitaires, mettant sous pression un système de santé déjà fragilisé.



Parmi les patients, il y a ceux, blessés par armes à feu

« Quand nous avons été contactés pour aider nos collègues du Tchad, nous avons dit oui tout de suite », raconte le Dr Sena Amouzou, dans un couloir de l'hôpital d'Abéché. Membre de l'équipe médicale d'urgence du Togo formée par l'OMS, le chirurgien plasticien est arrivé au Tchad fin juin en compagnie d'un chirurgien vasculaire et d'un infirmier spécialisé dans la prise en charge des brûlures et des blessures. En près de trois semaines, une soixantaine de patients, dont certains avec des lésions causées par des armes à feu, ont été opérés par les chirurgiens déployés par l'OMS. Ces derniers prodiguent aussi aux soignants de l'hôpital conseils et mentorat sur certaines techniques d'anesthésie locale et de soins d'autres pathologies.

« Nous aidons nos collègues tchadiens à rapidement prendre en charge les blessés afin de s'assurer qu'il y a toujours de la place pour les patients qui affluent », explique le Dr Amouzou. « Beaucoup de blessés de guerre arrivent tardivement, donc avec des infections

qui rallongent la durée d'hospitalisation. En désengorgeant le service, nous aidons l'équipe de l'hôpital, particulièrement surmenée, à se concentrer sur d'autres tâches courantes. »

« Je tiens à remercier l'OMS car grâce à elle le Tchad a reçu des kits traumatiques pouvant prendre en charge jusqu'à 5 000 blessés durant trois mois et les équipes qui opèrent dans les blocs de chirurgie, en ce moment à l'hôpital Provincial d'Abéché, ont été recrutées par l'OMS », a déclaré le Dr Abdelmadjid Abderahim, Ministre de la santé publique et de la prévention du Tchad, lors d'une visite à l'hôpital d'Abéché en début juillet, ajoutant que le pays cherche à recruter 2 500 agents de santé pour répondre aux besoins en soins de santé dans les provinces dont le système de santé est lourdement affecté par le nombre élevé de réfugiés en quête de services et soins de santé.



36 tonnes de matériel médical et de médicaments

Depuis l'arrivée des premiers réfugiés au Tchad, l'OMS a envoyé de son Centre pour les urgences basé à Nairobi, au Kenya, en collaboration avec les autorités tchadiennes qui ont affrété un avion-cargo de l'armée de l'air, quelques 36 tonnes de matériel médical et de médicaments.

Ces fournitures rendent possible des interventions chirurgicales, mais aussi la prise en charge des nombreux cas de paludisme, de diarrhée et d'infections respiratoires aiguës qui affectent les populations réfugiées et retournées. De plus, au moins 51 000 enfants ont également été vaccinés contre la poliomyélite dans 34 sites d'accueil de réfugiés et une campagne de vaccination contre la rougeole a été lancée ce 25 juillet dans la province d'Abéché.

Dans les premières semaines du conflit, l'OMS avait fait parvenir 7 tonnes de kits de premiers secours aux partenaires Médecins sans frontières et au Comité international de la croix rouge, qui ont installé des hôpitaux de fortune à Adré et à Farchana.

En tout, l'Organisation mondiale de la Santé a déployé 8 experts des situations d'urgence afin de soutenir les opérations logistiques, de coordonner l'appui sanitaire et de renforcer la surveillance des maladies, et prévoit d'en envoyer 3 supplémentaires dans les prochaines semaines. L'OMS travaille avec les autorités sanitaires du Tchad afin de renforcer les capacités de stockage pharmaceutique dans la capitale N'Djamena et dans la ville d'Abéché.

« L'OMS continue d'appuyer les autorités tchadiennes pour répondre aux besoins sanitaires urgents des populations et s'assurer que le pays peut faire face à un afflux supplémentaire de réfugiés », a déclaré le Dr Jean-Bosco Ndiokubwayo, Représentant de l'OMS au Tchad. On estime que 200 000 personnes supplémentaires pourraient franchir la frontière en provenance du Soudan d'ici la fin de l'année.





L'UNICEF et ses partenaires aux côtés des populations réfugiées

Plus de 100 000 enfants fuyant le conflit au Soudan sont confrontés à de nouveaux dangers alors que la crise humanitaire s'aggrave au Tchad. Face au flux massif des populations et à l'urgence immédiate, l'UNICEF et toute la communauté humanitaire s'est mobilisée pour venir en aide aux populations affectées par la crise.

Dans plusieurs localités dans l'est, des articles de première nécessité (nattes, couvertures articles de cuisine, seaux, savons, kits de dignité, moustiquaires etc ...) ont été distribués à 960 ménages (5.760 personnes). Pour répondre aux besoins pressants en eau potable, 06 forages sur 09 ont été construits et 3.024 bouteilles de chlore ont été distribuées à 3.024 ménages (18.144 personnes) dans plusieurs localités.).

En partenariat avec Première Urgence Internationale, plus de 1.000 cas de malnutrition aigüe sévère ont été traités, 1.175 boîtes d'aliments thérapeutiques prêts à l'emploi ont été fournies aux établissements de santé et 8.521 autres ont été prépositionnées dans les provinces du Ouaddaï (705) Sila (7.109) et Wadi Fira (707)





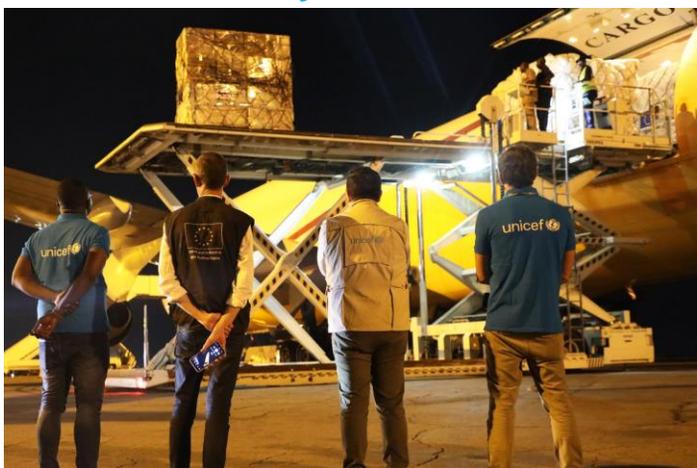
02 espaces mobiles temporaires pour les enfants ont été mis en place et ont permis de fournir un soutien psychosocial et une résilience à plus de 9.000 enfants, par le biais d'activités récréatives et culturelles mis en œuvre avec l'appui de la Croix rouge tchadienne.

Pour prévenir une épidémie de rougeole dans les localités accueillant les réfugiés, 9.000 doses de vaccins contre la rougeole ont été mobilisées. 40 écoles en boîte ont été prépositionnées et 2.500 fournitures scolaires individuelles ont été remis aux autorités d'Abéché.

Plus de 47.336 plaintes ont été recueillies auprès des réfugiés et des populations hôtes et plus de 34.000 personnes sensibilisées à l'accès aux services de base et à la cohabitation pacifique.

A Farchana, l'UNICEF et ses partenaires ont mis en place des mécanismes rapides d'enregistrement des naissances, au profit des enfants tchadiens des communautés locales et des enfants réfugiés soudanais.

Réception d'importants matériels humanitaires à N'Djaména



Plus de 47,5 tonnes de matériels humanitaires ont été réceptionnées le 31 mai par l'UNICEF pour répondre à la crise au Soudan.

Ce matériel acheminé grâce à la Protection Civile et Operations d'Aide Humanitaire Européennes (ECHO), est constitué entre autres de kits éducation, de bâches et tentes, et permettra de soulager les populations soudanaises réfugiées, les communautés tchadiennes retournées ainsi que les communautés locales à l'Est du Tchad.



UNICEF et Airtel pour la digitalisation de l'école tchadienne

Le Dr. Sophie Leonard, Représentante Adjointe de l'[UNICEF au Tchad](#) et le Représentant du Directeur Général d'Airtel Tchad ont lancé le 24 mai au lycée féminin de N'Djaména, le partenariat UNICEF-AIRTEL pour la connectivité des établissements scolaires au Tchad.

Ce partenariat régional vise à accélérer l'apprentissage des enfants en connectant les écoles à internet et en assurant un accès gratuit aux plateformes d'apprentissage. Le lycée féminin de N'Djaména est désormais connecté à internet, les élèves disposent d'équipements informatiques et d'un accès gratuit à 3 plateformes d'apprentissage en ligne comme tous les élèves du Tchad.

Ce sont au total, 13 lycées et 23 écoles normales d'instituteurs qui bénéficieront d'équipements informatiques et d'un accès gratuit à internet au cours des 5 prochaines années.

Dotation des écoles en tables-bancs



Dans le cadre de la réponse aux inondations, l'UNICEF, grâce à l'appui du Fonds central d'intervention d'urgence des Nations unies (UNCERF), a procédé le 24 mai à la remise de 100 tables-bancs à l'école communale d'Amriguebe. Cette activité s'est déroulée en présence du Dr. Sophie Leonard, Représentante adjointe de l'UNICEF TCHAD et M. Mahamat Seïd Farah, Secrétaire général du Ministère de l'Education Nationale du Tchad. Ce sont au total 500 tables-bancs ont été remis dans 10 écoles de N'Djaména, pour permettre aux enfants d'étudier dans de meilleures conditions.

